

La lettre du

FRONT de GAUCHE

Châtillon 92320 - N° 9 du 14 Mars 2014

Le 12 avril l'opposition de gauche sera dans la rue !

(Contrairement à ce que nous avons annoncé dans notre lettre numéro 8 ce ne sera pas le 22 mais le 12 avril qu'aura lieu la mobilisation).

Le point sur l'organisation :

Deux réunions unitaires de préparations ont déjà eu lieu et ont réuni une quarantaine d'organisations. Cette marche se veut complémentaire de toutes les autres initiatives en cours, dont la manifestation syndicale du 18 mars.

Maintenant ça suffit ! Marche du Ras le bol de Gauche 12 avril.

Marche géante à Madrid le 22 mars

Non au paiement de la dette, non aux coupes budgétaires ; oui au travail et au logement dignes et aux droits sociaux garantis. Ces cinq points résument le manifeste et les revendications des Marches pour la dignité, une mobilisation coordonnée depuis différents points du pays et qui conflueront, le 22 mars 2014, en une grande manifestation à Madrid.

Article Original [Filpac CGT \(13 mars\)](#)



Avec le soutien de tous les gouvernements de l'Union européenne, une grande négociation est menée depuis le 8 juillet 2013 entre la Commission Européenne et les USA.



Le mandat de négociation est clair : confier la définition des règles et la régulation au secteur privé en lui donnant la capacité de remettre en cause nos législations et réglementations dans tous les domaines où les firmes privées considéreront que ces normes (salariales, sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales) constituent une entrave à leurs profits. Cette dérégulation touchera tous les niveaux administratifs y compris les régions et nos communes. A Washington Hollande lors de son dernier voyage a appelé à accélérer sa mise en place (initialement prévu pour 2015).

Une assemblée citoyenne sera organisée à Châtillon le 10 avril* pour débattre du GMT avec un conférencier du collectif national [stop TAFTA](#).

*date et lieu à confirmer



Châtillon Clamart Manifestation du 8 mars contre la DHG (FCPE-AAPE-PEEP)
(190 personnes au départ de Châtillon)



CGT, FO, FSU, Solidaires appellent ensemble les salariés, chômeurs et retraités à participer massivement aux manifestations interprofessionnelles, rassemblements et grève du **18 Mars** (Pour Paris à Montparnasse 13h15)

LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE* C'EST :

Sécurité alimentaire : Nos normes plus strictes que les normes américaines et que les « normes internationales » (niveaux de pesticides, contamination bactérienne, additifs toxiques, OGM, hormones, etc.), pourraient être condamnées comme « barrières commerciales illégales ».

Emploi : Les entreprises souhaitant délocaliser dans les états concernés par le projet TAFTA où les salaires sont inférieurs, seraient protégées. L'Inspection et le code du travail devenant illégaux, plus de préavis de licenciement. Pôle emploi devrait être privatisé ou serait attaqué en justice par les sociétés d'intérim pour concurrence déloyale.

Santé & Retraites : Les médicaments pourraient être brevetés plus longtemps, les groupes pharmas pourraient bloquer la distribution des génériques. Les services d'urgence pourraient être privatisés. Les Assurances privées pourraient attaquer en justice les CPAM pour concurrence déloyale. Les retraites par répartition pourraient être démantelées, les compagnies d'assurances se substitueraient aux CRAM, ARRCO, AGIRC...

Eau & Énergie : Ces biens seraient privatisables. Toute municipalité s'y opposant pourrait être accusée d'entrave à la liberté de commerce, idem pour l'énergie, qu'elle soit fossile, nucléaire ou renouvelable. La sécurité nucléaire serait réduite. Le prix du gaz et du kW seraient libres.

Services publics : Le TAFTA limiterait le pouvoir des États à réglementer les services publics tels que : services à la personne, transports routiers, ferroviaires, etc. et réduiraient les principes d'accès universel et large à ces besoins essentiels.

Culture & Production artistique : Les gros producteurs d'audiovisuel pourraient interdire les productions privées ou professionnelles à faible budget comme youtube, vimeo, dailymotion, les financements collaboratifs seraient rendus illégaux. Les musées nationaux perdraient leur droit de préemption sur les trésors artistiques nationaux au profit de collectionneurs privés.

Enseignement : Les universités privées pourraient attaquer en justice l'Éducation nationale pour concurrence déloyale. De la maternelle au doctorat, les sociétés privées contesteraient aux écoles, cantines scolaires et resto U, toutes subventions municipales, régionales ou nationales.

Les origines du GMT : conférence de C. LIOR (2011) :

“De la Première Résolution Transatlantique (1990) au Nouvel Agenda Transatlantique (1995) intégrant les 70 recommandations des lobbys industriels américains (Rank Xeros et Goldman Sachs) puis au Partenariat Economique Transatlantique de 2007 : l'histoire d'une négociation dans le dos des citoyens.” en [audio et présentation pdf](#)

Histoire

La France « *se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, [...] de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN* » : le 7 mars 1966, Charles de Gaulle annonce le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN. Les Etats-Unis auront un an pour évacuer 27 000 soldats et 37 000 employés répartis dans les trente bases situées en territoire français.

Cette décision découle d'une analyse lucide résumée en ces termes : « *qui croit encore à la menace d'une invasion soviétique ? En revanche, la présence de bases et de forces américaines en France et l'appartenance de notre pays à une organisation militaire dirigée par les Américains, risquent de mêler un jour la France, contre son gré, à des conflits qui ne la concerneraient pas* ».

... ..

La SFIO, des indépendants dont François Mitterrand, et les élus démocrates-chrétiens votent la censure contre le gouvernement pour dénoncer une décision « *cocardière* » soupçonnée de créer un « *déséquilibre au profit du bloc soviétique* ». Les communistes, avec les gaullistes, mais aussi les « giscardiens », qui souhaitent rester au gouvernement, rejettent la motion de censure.

Après les reniements de son prédécesseur, qui a notamment engagé la France dans la guerre de l'OTAN au Kosovo sans mandat des Nations unies, Sarkozy l'Américain a pleinement réintégré en 2009 la France au sein d'une OTAN ayant entre temps théorisé l'élargissement de son champ d'action à la planète entière et à de multiples « menaces » non militaires. Après avoir gesticulé, comme dirigeant du Parti Socialiste, contre cette décision, François Hollande devenu Président est revenu dans la droite ligne de son idéologie en théorisant le statu quo, en vertu d'une fumeuse promesse d'influencer l'OTAN de l'intérieur. [7 Mars 1966](#)

La prochaine réunion Front de Gauche de Châtillon aura lieu le 19 mars en salle Henri Matisse au 13 rue de Bagneux à 19 h30.

Ordre du jour :

- Préparation de l'Assemblée citoyenne du 10 avril (GMT),
- Manifestation du 12 avril.

Venez nombreux.

